



LE SOFT POWER RUSSE : OUTILS ET LIMITES

Par le lieutenant-colonel Nicolas Bénévent
officier stagiaire de la promotion Gallois,
24ème promotion de l'École de guerre.

*« Nous croyons prendre seuls nos décisions ; mais si
tous les grands médias, du matin du soir et jour après jour,
nous envoient le même message, la marge de liberté dont
nous disposons pour former nos opinions est très restreinte »
Tzvetan Todorov, Les Ennemis intimes de la démocratie*

La Russie est partout. Dans les discours. Dans les actes. En France, comme sur la scène internationale. Il ne se passe pas un jour sans que les médias du monde entier ne fassent référence à Vladimir Poutine et à sa politique. Car aujourd'hui, parler de la Russie revient à parler de son président. Et la Russie s'immisce dans tous les sujets, politiques, économiques, culturels, militaires ou religieux. Mais le plus étonnant est qu'elle prétend n'y être pour rien. D'autres s'en chargent à sa place. Ses laudateurs sont aussi nombreux que ses pourfendeurs. Les premiers l'idolâtrèrent – le mot n'est pas trop fort – comme on se prosterne devant une icône russe. Selon eux, la Russie serait injustement marginalisée par les puissances occidentales. L'académicien Dominique Fernandez fait publiquement part de son indignation, lorsqu'il prononce, le 14 décembre 2016, le discours de réception sous la Coupole du poète russe Andreï Makine : *« Toute la suite de votre œuvre est un chant d'amour à la Russie humiliée – d'autant plus aimée qu'elle est humiliée. C'est pourquoi, monsieur, vous êtes irremplaçable à mes yeux. Quiconque connaît un peu la Russie sait à quel point ce pays est calomnié dans les médias. La désinformation est systématique. On ne parle que de mafia, corruption, nouveaux riches »*. Les seconds la vouent aux gémonies, parce qu'ils voient en elle un mélange de démocratie et de dictature, une *« démocrature »* mâtinée de tsarisme et de soviétisme.

Si les propos des uns et des autres sont aussi passionnés, c'est précisément parce que la Russie ne laisse plus personne indifférent. Elle concentre désormais les débats et divise la

société occidentale en deux camps radicalement opposés. Cette évolution tient essentiellement à la stratégie mise en place par le président Poutine pour redonner à son pays une place majeure dans le monde multipolaire. Ancien officier du KGB, celui-ci a compris, mieux que quiconque, tout le parti qu'il pouvait tirer du soft power, le fameux concept de puissance douce théorisé dans les années 1990 par l'américain Joseph Nye. Il est convaincu de la nécessité de développer une politique de puissance fondée sur la persuasion et la séduction. Or, le défi est de taille : il n'existe pas de « *russian way of life* » comme il existe un « *american way of life* », et la Russie peut difficilement mettre en avant ses performances économiques. Alors, Vladimir Poutine s'est efforcé de bâtir un soft power à la Russe, dont les ressorts et les rouages reposent sur un message des plus limpides : « *La Russie éternelle seule contre tous* ». Car, de manière assez paradoxale, la Russie tire toute sa force de son image de victime outragée. En proposant une voie alternative, elle attire à elle tous ceux qui, par anti-américanisme, euroscepticisme ou lassitude, cherchent à échapper à la pensée dominante occidentale. Le discours porte, parce qu'il ne s'embarrasse pas de subtilité et bénéficie de divers auditoires. Il se heurte toutefois à un plafond de verre pour les mêmes raisons. C'est manifestement une stratégie du long terme dont il est urgent de comprendre les ressorts.

* *
*

Russophilie

Toute stratégie d'influence s'adresse d'abord aux décideurs des pays qui sont visés. Ceux-ci sont effet susceptibles de soutenir la politique du Kremlin, ou tout simplement d'en reprendre, consciemment ou inconsciemment, les éléments de langage. Or, la Russie a sa façon bien à elle de construire ses réseaux. Elle se moque des cursus et n'accorde pas davantage d'importance aux orientations politiques. Elle fait preuve d'un pragmatisme redoutable, choisissant avec soin ses alliés comme ses soutiens dans le vivier des personnalités russophiles. Elle opte ainsi de préférence pour celles qui sont à la fois « *poutino-compatibles* » et promises à un bel avenir. Il peut s'agir aussi bien de représentants de la classe politique que de chefs d'entreprise ou d'artistes, dont les prises de position convergent avec celles de la Russie.

Mais le critère le plus déterminant est manifestement celui du potentiel de la cible. Celui-ci n'est pas toujours aisé à évaluer dans les démocraties où les carrières se font et se défont au gré des élections. Cela implique d'avoir une connaissance approfondie du pays ciblé et de faire preuve de beaucoup d'anticipation. Force est de constater que nombre de ces paris s'avèrent gagnants et aboutissent à de spectaculaires renversements de situations. Ainsi, le Kremlin avait de toute évidence misé sur l'ascension aux Etats-Unis du patron d'Exxon Mobil, Rex Tillerson, et du général en retraite Michael Flynn, bien avant leur nomination dans l'administration Trump. D'étroites relations avaient ainsi été nouées avec le premier dans le cadre de contrats pétroliers, tandis qu'une invitation à la table du maître du Kremlin lors du dîner d'anniversaire du média russe RT avait suffi à classer le second au nombre des amis de la Russie. Rex Tillerson s'est en outre vu remettre l'ordre de l'Amitié, décoration spécialement créée pour les amis de la Russie. Un magnat du pétrole opposé aux sanctions économiques contre la Russie et un ancien patron du renseignement militaire, partisan de la torture et du soutien aux régimes autoritaires quand il s'agit de lutter contre le djihadisme, ne pouvaient que susciter l'intérêt du pouvoir russe.

Les associations constituent l'autre terreau de la stratégie d'influence russe. Se fiant au site internet *infos-russes.com*, le journaliste Nicolas Hénin recense quelque 108 associations franco-russes réparties sur le territoire français. Selon lui, la plus institutionnelle d'entre-elles, l'Institut de la démocratie et de la coopération (IDC), serait en réalité un think tank « *créé pour contrer le discours tenu par les ONG, notamment de défense des droits de l'homme, mais aussi les think tanks occidentaux, généralement très critiques envers la Russie* »¹.

La politique des réseaux de la Russie vient toutefois d'essuyer un sérieux revers avec la démission ultra-médiatisée de Michael Flynn, éphémère conseiller à la sécurité nationale. Une imprudence aura finalement coûté son poste à ce partisan du rapprochement avec la Russie. Le 29 décembre dernier, alors que le président Obama venait d'expulser des diplomates russes soupçonnés d'espionnage et que l'administration Trump n'était pas encore au pouvoir, Michael Flynn avait pris la liberté de contacter l'ambassadeur russe à Washington pour le rassurer sur les suites qui seraient données à cette affaire par le gouvernement à venir. En dépit des évidences, il avait ensuite nié avoir donné de telles assurances. Ce faux-pas, dans un pays où l'on ne transige pas avec la défense des intérêts nationaux et le parjure, est à l'origine de son éviction, après moins de trente jours passés à la Maison Blanche.

Le modèle civilisationnel

Les médias russes RT (ex Russia Today) et Sputnik News – pour ne citer que les plus importants – sont des outils d'influence assumés. Financés en partie par le Kremlin, ils se démarquent de leurs confrères étrangers par une ligne éditoriale de rupture. RT invite son public à se questionner, tandis que le slogan de Sputnik promet de dévoiler ce dont les autres ne parlent pas. Ils font en réalité la promotion du modèle civilisationnel de la Russie tout en insistant sur les problèmes sociétaux rencontrés par les démocraties occidentales. Cette posture anti-système, associée à la dégradation de la réputation des médias traditionnels occidentaux, leur assure une audience de plus en plus importante à travers le monde. Margarita Simonyan, la jeune rédactrice en chef de RT, revendique ainsi une audience de 800 millions de personnes grâce à la diffusion de ses programmes en anglais, espagnol, arabe et français. Ce n'est pas un hasard si RT est classé depuis 2012 parmi les entreprises stratégiques de la Russie.

Cependant, l'Histoire a démontré que les modèles les plus aboutis de systèmes d'influence finissaient toujours par s'essouffler. Une fois leurs cibles initiales atteintes, ils échouent toujours à convaincre les opposants naturels et ne font au contraire que renforcer leur détermination. Ainsi, il est probable que les audiences de RT et de Sputnik aient aujourd'hui atteint un pic et ne puissent davantage progresser. Elles peuvent même décroître sous l'effet conjugué de la concurrence et la contre-influence.

Le MGIMO

La guerre informationnelle place les diplomates russes en première ligne. Ils sont chargés de défendre la politique internationale russe. L'exercice est d'autant plus périlleux que la Russie alterne recours au soft power et recours à la force pour remplir ses objectifs stratégiques.

¹ Nicolas HENIN, *La France franco-russe*, Fayard, 2015.

En présentant le rattachement de la Crimée à la Russie comme un « *printemps russe* » et une manifestation du principe d'auto-détermination, les diplomates russes sont parvenus à diviser les opinions publiques et à rendre inaudibles les protestations de la communauté internationale. De même, si la Russie a pu s'imposer comme un acteur majeur dans le règlement du conflit syrien, elle le doit principalement à son corps diplomatique dont la formation poussée explique les récents succès. Les diplomates russes sont en effet familiarisés avec la stratégie d'influence dès leur formation à l'Institut des relations internationales de Moscou (MGIMO). C'est dans cette prestigieuse école, où près d'un élève sur six n'est pas russe, que se bâtissent les réseaux qui permettent de résoudre les crises. On y apprend surtout l'art de se montrer constant. Or, la constance est l'atout premier de la Russie dans la conduite de ses relations diplomatiques. En adoptant des positions fermes et définitives, elle rassure ses partenaires et se démarque des puissances occidentales qui sont trop souvent en butte à des désaccords ou à des hésitations.

Aussi habile soit-elle, la politique étrangère russe a néanmoins connu des échecs retentissants en matière de soft power. Les jeux olympiques de Sotchi, qui devaient redorer en 2014 l'image de la Russie, n'ont pas généré les effets attendus. En dépit d'une organisation sans faille, ils ont suscité une vague de critiques dans les puissances occidentales, en concentrant toutes les attentions sur les lois liberticides du régime du président Poutine.

Les trolls

Les réseaux sociaux sont abreuvés de messages pro-Poutine. Sont-ils pour autant représentatifs de l'opinion publique internationale ? Rien n'est moins sûr. L'explication serait davantage à rechercher du côté du principal bénéficiaire de ce soutien virtuel. Les indices d'une implication du Kremlin dans des opérations massives de cyber-manipulation ne cessent en effet de se multiplier ces dernières années. Le New York Times prétend ainsi avoir découvert l'existence d'une « *usine à trolls* » à Saint-Pétersbourg, qui aurait pour principaux objectifs de discréditer l'OTAN et l'Union européenne tout en favorisant l'essor des populismes dans les démocraties occidentales. Le terme « *troll* » désigne tous ceux qui cherchent à semer la zizanie sur les forums de discussion ou les sites d'information en diffusant des commentaires haineux ou de fausses informations. Plusieurs centaines de « *trolls* » seraient ainsi employés par de mystérieux commanditaires pour inonder la Toile de messages en faveur de la politique du Kremlin. S'engage alors une guerre des mots, où un opposant au régime peut se voir attribuer la responsabilité d'un attentat qui n'existe pas, et où les rumeurs les plus folles peuvent courir sur une personnalité réputée pour ses prises de position anti-Poutine. Les Etats-Unis ont ainsi été récemment déstabilisés par les campagnes de désinformation russes. Dans un rapport conjoint daté de janvier 2017, la CIA, le FBI et la NSA accusent le GRU (service de renseignement de l'armée russe) d'avoir cherché à influencer l'issue des dernières élections présidentielles en portant atteinte à l'image de la candidate du parti démocrate sur les réseaux sociaux et en procédant au piratage des courriels de cette formation politique.

Si l'emploi de la désinformation n'est pas l'apanage de la seule Russie, il atteint cependant des sommets dans le cas russe. Cette approche militaire trouve sa source dans la doctrine « *Gerasimov* », théorisée en 2013 par le général du même nom. Prenant acte de la confusion

permanente entre états de paix et de guerre, le général Valeri Gerasimov, chef d'état-major des armées russes, préconise en effet l'utilisation de moyens non-militaires, comme la désinformation, pour atteindre des objectifs stratégiques.

Et peu importe qu'elle soit soupçonnée, la Russie pourra toujours mettre en avant l'absence de preuves et se servir des faiblesses structurelles de ses accusateurs. Dans une chronique récemment publiée dans le Figaro, l'essayiste Nicolas Baverez dénonce son « *utilisation sans limites de la force et de la cyber-manipulation des opinions, face à des démocraties aussi impuissantes à soutenir la guerre qu'à maintenir la paix, y compris au sein de leurs sociétés* »². Il est vrai que les puissances occidentales tardent à trouver des parades efficaces. La Task Force de communication stratégique, dont s'est dotée l'Union européenne en 2015, se contente de détecter les fausses informations. Même l'OTAN semble à la peine dans cette guerre de la communication. Son centre d'excellence pour la communication stratégique (Stratcom), inauguré en 2015 en Lettonie, se veut d'abord un pôle d'analyse et de recherches sur les questions de la communication d'influence.

Sainte-Russie

L'Eglise orthodoxe est la grande alliée du président Poutine. Après avoir longtemps été persécutée par le régime soviétique, elle s'impose aujourd'hui comme un marqueur fort de l'identité russe et un facteur de réconciliation. Son patriarche, Cyrille, exerce une autorité morale incontestable sur une communauté de plus de 100 millions de fidèles et ne craint pas de disputer au patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomée, son leadership sur l'orthodoxie. Cette volonté expansionniste se traduit par une multiplication d'opérations de séduction à destination de la diaspora russe. Le Patriarcat de Moscou a obtenu un premier succès en signant le 17 mai 2007 un acte d'unité canonique avec sa branche en exil qui lui a permis de ramener dans son giron quelque 400 paroisses réparties dans 40 pays. Il n'a cessé depuis de renforcer son statut d'acteur crédible sur la scène internationale. Il est aujourd'hui en mesure de se livrer à de véritables démonstrations de force, comme il l'a prouvé le 16 octobre dernier en inaugurant à Paris, sur fond de tensions franco-russes, un centre spirituel et culturel orthodoxe. Il est tout simplement impossible d'échapper à la vision de cet imposant édifice, surmonté de cinq bulbes dorés, et situé à deux pas de la tour Eiffel. Comment ne pas y voir la volonté d'affirmer la puissance de la religion orthodoxe et de la culture slave en plein cœur de la première destination touristique mondiale ?

Cette question ne se poserait pas si le Patriarcat de Moscou s'occupait seulement de spiritualité. Mais celui-ci affiche clairement ses positions politiques. En appelant à la défense des Chrétiens d'Orient ou en condamnant les manifestants de Maidan, il s'adresse directement à la communauté internationale et favorise la sortie du Kremlin de son isolement diplomatique. De même, lorsqu'il dénonce les mœurs en vigueur dans les démocraties occidentales, il cherche à accréditer l'idée que les valeurs traditionnelles ne sont défendues que par la Russie.

Toutefois, le journaliste allemand Hubert Seipel doute de l'efficacité sur le long terme de cette alliance, en raison de la perte d'influence de l'Eglise orthodoxe parmi les nouvelles

² Nicolas BAVEREZ, *Chronique*, Figaro, édition du 9 janvier 2017.

générations, « pour qui la redécouverte de la religion tient davantage du folklore que d'une nécessité profonde »³.

* *
*

La Russie a parfaitement réussi son pari de créer une nouvelle forme de soft power. Il est indéniable qu'elle a su renforcer son pouvoir d'attraction en l'espace de quelques années. Toutefois, il serait naïf ou hypocrite de considérer qu'elle est la seule à mener des actions d'influence. D'autres nations utilisent les mêmes instruments pour développer leur politique de puissance. D'autres médias ne se privent pas de critiquer les fractures sociétales observées à l'étranger plutôt que de s'appesantir sur les problèmes nationaux. Rappelons-nous la polémique qui avait suivi la diffusion d'un reportage de la chaîne américaine Fox News sur la prétendue existence de « *no go zones* » en France. Aussi, la parade la plus efficace réside moins dans la dénonciation régulière des actions d'influence russes que dans la capacité à construire un soft power qui soit en mesure de les concurrencer.

³ Hubert SEIPEL, *Poutine, une vision du pouvoir*, Editions des Syrtes, 2017.